



**Institut pour la Démocratie, la Gouvernance, la Paix
et le Développement en Afrique (IDGPA)**

(www.idgpa.org)

en collaboration avec



La Faculté de droit de l'Université de Kinshasa (UNIKIN)

Organise

**COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LES 10 ANS DE LA CONSTITUTION DE LA
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : 18 FEVRIER 2006 – 18 FEVRIER 2016**

Kinshasa, 18, 19 et 20 février 2016

THEME

*La Constitution du 18 février 2006: Bilan, défis et perspectives de
consolidation démocratique en République Démocratique du Congo*

APPEL A COMMUNICATIONS

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU COLLOQUE

L'année 2016 coïncide avec le 10^{ème} anniversaire de la Constitution de la RDC qui avait été adoptée par référendum des 18 et 19 décembre 2005 et promulguée par le Président de la République le 18 février 2006 qui était aussi le jour de son entrée en vigueur. Cette Constitution est la plus importante de l'histoire constitutionnelle et politique de la RDC. Elle est la troisième Constitution du pays à être adoptée par référendum après celles des 1^{er} août 1964 et 24 juin 1967. Cette Constitution innove sur plusieurs plans notamment en ce qui concerne les valeurs fondamentales de la République, les droits et les devoirs des citoyens et de l'Etat, l'organisation et l'exercice du pouvoir, le régime politique, la forme de l'Etat, le système judiciaire, les institutions d'appui à la démocratie, ainsi que les modalités de sa révision.

La Constitution stipule que la RDC est un Etat de droit démocratique fondé sur le respect du principe du constitutionnalisme. La majeure partie de la trajectoire de la RDC ressemble à celle de la plupart de pays africains qui ont tous adopté des Constitutions sans pour autant se conformer aux différents aspects du constitutionnalisme, notamment la suprématie de la Constitution, la séparation et la limitation des pouvoirs, l'Etat des droit et les droits de l'homme.

La commémoration du 10^{ème} anniversaire de la Constitution est un moment historique pour la RDC. Les citoyens, les leaders politiques, les universitaires congolais, les constitutionnalistes et politologues d'autres pays africains, les représentants des organisations internationales et ceux des pays étrangers qui étaient impliqués dans le règlement de la crise congolaise et qui

avaient joué un important rôle dans la mise en place du nouvel ordre constitutionnel devraient profiter de cette occasion exceptionnelle pour pouvoir réfléchir sur cette Constitution, sa mise en œuvre ainsi que sur les défis et perspectives de consolidation démocratique en RDC.

Le Colloque international sur les 10 ans de la Constitution se tiendra plusieurs années après la ratification par la RDC de nombreux instruments régionaux africains tendant à promouvoir la gouvernance démocratique comme la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (1986), l'Acte constitutif de l'Union africaine (2000) et la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (2002).

II. ORGANISATION, COLLABORATION ET PARTENARIAT

Le Colloque est une initiative de l'Institut pour la démocratie, la gouvernance, la paix et le développement en Afrique (IDGPA) est une organisation non-gouvernementale (ONG) indépendante créée en 2009 et légalement reconnue en République démocratique du Congo (RDC) et en République sud-africaine (RSA). A travers la recherche, la sensibilisation de l'opinion publique et le dialogue politique, l'IDGPA s'efforce de contribuer à la consolidation de l'Etat de droit démocratique, à la bonne gouvernance, à la paix et au développement. Pour remplir sa mission, l'IDGPA collabore avec d'autres institutions nationales et internationales qui poursuivent les mêmes objectifs.

Dans l'organisation de ce Colloque international, l'IDGPA collaborera avec la Faculté de Droit de l'Université de Kinshasa et recherchera le soutien financier, matériel et/ou logistique de la Présidence de la République, du Gouvernement, de l'Assemblée nationale, du Sénat et de la Cour Constitutionnelle de la RDC. Il approchera les représentants des organisations internationales telles que les Nations Unies (MONUSCO), l'Union européenne, l'Union africaine, l'Organisation internationale de la Francophonie, et l'UNESCO ainsi que ceux des pays étrangers comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Belgique, le Canada, la Suède et l'Allemagne qui se sont toujours déclarés engagés dans la consolidation de la démocratie et le respect de l'Etat de droit, la bonne gouvernance, les droits de l'homme et des peuples, le développement et la paix en RDC. Les personnes physiques et morales congolaises et étrangères qui s'y intéressent seront également contactées.

L'IDGPA se réjouit de l'intérêt manifesté pour son initiative par plusieurs universitaires de renom (spécialement des constitutionalistes et des politologues) ainsi que par les présidents et juges de plusieurs juridictions constitutionnelles (Cours constitutionnelles, Conseils constitutionnels et Cours suprêmes) des pays tels que l'Afrique du Sud, la Belgique, le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, les Etats-Unis, la France, le Gabon, le Kenya, le Mali, le Niger, le Royaume-Uni, le Sénégal, et le Togo qui se sont déjà déclarés disponibles pour venir à Kinshasa et partager leurs connaissances et leurs expériences avec leurs collègues congolais au cours de ce Colloque international sur les 10 ans de la Constitution de la RDC.

III. OBJECTIFS DU COLLOQUE

L'objectif majeur du Colloque est de réfléchir sur le processus de démocratisation depuis l'entrée en vigueur de la Constitution du 18 février 2006, sur l'origine, le contenu, l'importance, la protection, et la mise en œuvre de cette Constitution ainsi que sur les défis et perspectives de consolidation démocratique en RDC partant d'une approche comparative.

Le Colloque poursuivra les objectifs spécifiques ci-après :

- Approfondir la réflexion sur la Constitution du 18 février 2006, ses origines, son contenu, sa protection, son originalité et sa révision;
- Dresser le bilan d'une décennie d'application de la Constitution, du fonctionnement du régime politique, de l'Etat, des institutions politiques nationales (Le Président de la République, le gouvernement, l'Assemblée nationale, le Sénat, les Cours et tribunaux) et provinciales (Gouvernements provinciaux et assemblées provinciales) ainsi que ceux du Conseil économique et social, des institutions d'appui à la démocratie, et des partis politiques;
- Réfléchir sur la Cour constitutionnelle, sa mission, ses pouvoirs, son statut, son indépendance, ses premières décisions, et son rôle dans la consolidation de l'Etat de droit démocratique;
- Réfléchir sur la protection et de la promotion des droits l'homme et le respect par l'Etat de ses obligations internationales en la matière depuis la promulgation de la Constitution de 2006;
- Evaluer le processus de démocratisation avec l'organisation des élections nationales, provinciales, municipales et locales et l'existence de près de 500 partis politiques ;
- Relever les défis de la consolidation de l'Etat de droit démocratique et les perspectives du constitutionalisme en RDC sous la Constitution de 2006.

IV. LIEU, DATES, THEME ET SOUS-THEMES DU COLLOQUE

Le Colloque se tiendra au Grand Hôtel, à l'Hôtel Beatrice, au Sultani Hôtel, à l'Hôtel Venus ou à l'Université de Kinshasa du 18 au 20 février 2016.

Le thème de ce Colloque international est « **La Constitution du 18 février 2006 : Bilan, défis et perspectives de consolidation démocratique en République Démocratique du Congo** ».

Les communications au Colloque porteront sur un ou plusieurs sous-thèmes ci-dessous :

- Importance de la Constitution, ses sources, valeurs fondamentales, et traits spécifiques;
- Limitation, séparation horizontale et verticale des pouvoirs ;
- Protection des droits de l'homme et des peuples;
- Devoirs des citoyens ;
- Régime politique, nature et forme de l'Etat;
- Place, statut et pouvoirs du Président de la République;
- Gouvernement et parlement;
- Cour constitutionnelle et indépendance du pouvoir judiciaire ;
- Gouvernements provinciaux et assemblées provinciales ;
- Institutions d'appui à la démocratie ;

- Elections sous la Constitution ;
- Partis et regroupements politiques, majorité, opposition et démocratie ;
- Révision constitutionnelle et dispositions intangibles.

V. SOUMISSION, ACCEPTATION ET PRESENTATION DES COMMUNICATIONS

Les auteurs sont invités à soumettre les résumés de leurs communications en français ou en anglais **avant le 15 décembre 2015**. Le résumé ne peut dépasser une page. Il devrait reprendre les nom et prénoms de l'auteur, son adresse électronique, son institution de rattachement, le titre de la communication, la problématique et les objectifs visés. Les résumés doivent être envoyés par courrier électronique adressé au Prof André Mbata Mangu (Email: amangu@idgpa.org).

Un comité scientifique international effectuera la sélection des résumés des communications qui seront présentées durant le Colloque. Les auteurs retenus seront notifiés entre le **15 et le 20 décembre 2015** et ils devront envoyer la version finale de leurs communications avant **le 20 janvier 2016**. Leur longueur maximale sera de 25 pages et leur présentation orale ne dépassera pas 20 minutes. L'originalité sera le premier critère de sélection des communications.

Le programme final du Colloque avec les titres des communications retenues et les noms de leurs auteurs sera communiqué aux participants au moins une semaine avant le début du Colloque.

VI. PARTICIPANTS AU COLLOQUE

Environ **500 personnes** sont attendues au Colloque. Outre les auteurs des communications, les personnalités ci-après prendront part aux travaux du Colloque :

- Universitaires et chercheurs ;
- Représentants des institutions politiques centrales de la République (Présidence de la République, Gouvernement, Assemblée nationale, Sénat, Cour constitutionnelle, pouvoir judiciaire et institutions d'appui à la démocratie) ;
- Leaders des partis politiques ;
- Représentants des organisations ou institutions internationales (MONUSCO, Union africaine, Union européenne, PNUD, UNESCO, Francophonie, Associations, fondations ...) et des gouvernements étrangers en RDC ;
- Représentants des organisations de la société civile et des médias ; et
- Etudiants.

VII. DEROULEMENT DU COLLOQUE ET PUBLICATION DES COMMUNICATIONS

Les travaux du Colloque se dérouleront en sessions plénières et parallèles (ateliers). Les communications présentées lors du Colloque seront publiées dans un ouvrage après leur révision par les auteurs suivant les commentaires des spécialistes indépendants.

CONTACTS :

- **Prof André Mbata Mangu**, Directeur exécutif de l'IDGPA, Professeur ordinaire à la Faculté de Droit de l'Université de Kinshasa, Professeur des Universités E-mail : amangu@idgpa.org



Institute for Democracy, Governance, Peace and Development in Africa (IDGPA)

(www.idgpa.org)

in collaboration with

Faculty of Law of the University Kinshasa (UNIKIN)



Organise

INTERNATIONAL COLLOQUIUM ON THE 10 YEARS OF THE CONSTITUTION OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO: 18 FEBRUARY 2006 – 18 FEBRUARY 2016

Kinshasa, 18, 19 and 20 February 2016

THEME

*The Constitution of 18 February 2006: Achievements, Challenges and
Prospects for Democratic Consolidation in the Democratic Republic of
Congo*

CALL FOR PAPERS

I. CONTEXT AND JUSTIFICATION OF THE COLLOQUIUM

2016 coincides with the 10th anniversary of the DRC Constitution, which was adopted by referendum held on 18 and 19 December 2005 and came into force on its promulgation by the President of the Republic on 18 February 2006. This is the most important constitution in the constitutional and political history of the DRC. It is the third constitution to be adopted by referendum after those which were approved on 1 August 1964 and 24 June 1967 respectively. It also contains several new features that relate to inter alia the founding values of the Republic, the rights and duties of the citizens and the State, the organisation and exercise of power, the political system, the form of the State, the judicial system, institutions supporting democracy, and constitutional amendment.

The Constitution provides that the RDC is a democratic state based on the rule of law and on the principle of constitutionalism. The major part of the post-colonial trajectory of the DRC resembles the trajectory of most African states, which all adopted constitutions but failed to comply with the different facets of constitutionalism, namely the supremacy of the Constitution, limitation and separation of powers, the rule of law and human rights.

The celebration of the 10th anniversary of the Constitution is a historical moment for the DRC. Its citizens, political leaders, academics, constitutional scholars and political scientists from other African countries, and representatives of international organisations and foreign countries that have been involved in the settlement of the Congolese crisis and were instrumental in the making of the new constitutional order should seize this unique

opportunity to reflect on the Constitution, its enforcement, and on the challenges and prospects for democratic consolidation in the DRC.

The International Colloquium on the 10 years of the Constitution will take place several years after the DRC ratified a number of African regional instruments aimed at promoting democratic governance, including the African Charter on Human and Peoples' Rights (1986), the Constitutive Act of the African Union (2000) and the African Charter of Democracy, Elections and Governance (2002).

II. ORGANISATION, COOPERATION AND PARTNERSHIP

The Colloquium is initiated by the Institute for Democracy, Governance, Peace and Development in Africa (IDGPA) is an independent non-governmental organisation (NGO) established in 2009 and legally recognised in both the Democratic Republic of Congo (DRC) and the Republic of South Africa (RSA). IDGPA aims to contribute to democratic consolidation, good governance, peace and development through research, community sensitisation, and policy dialogue. It cooperates with other national and international institutions with similar objectives in order to achieve its mission.

In the organisation of this International Colloquium, IDGPA will cooperate with the Law Faculty of the University of Kinshasa and seek the financial, material and/or logistical support of the Presidency of the Republic, the Government, the National Assembly, the Senate and the Constitutional Court of the DRC. It will approach the representatives of international organisations such as the United Nations (MONUSCO), the European Union, the African Union, the International Organisation of the Francophonie, UNESCO and foreign countries such as the United States, the United Kingdom, France, Belgium, Canada, Sweden, and Germany that have always pledged support to democratic consolidation and respect for the rule of law, good governance, human and peoples' rights, development and peace in the DRC. Interested Congolese and foreign natural and juristic persons will also be approached.

IDGPA is honoured by the number of renowned African researchers (especially constitutional lawyers and political scientists), presidents and judges of constitutional jurisdictions (Constitutional Courts, Constitutional Councils and Supreme Courts) from countries such as South Africa, Belgium, Benin, Burkina Faso, Cameroon, Côte d'Ivoire, United States, France, Gabon, Kenya, Mali, Niger, United Kingdom, Senegal, and Togo who have already announced their availability to travel to Kinshasa and share their expertise and experience with their Congolese colleagues during this International Colloquium on the 10 years of the Constitution of the DRC.

III. AIMS OF THE COLLOQUIUM

The main aim of the Colloquium is to reflect on the democratisation process in the DRC since the coming into force of the Constitution of 18 February 2006 and on the birth, contents, significance, protection, and enforcement of the Constitution as well as on the challenges and prospects for democratic consolidation from a comparative perspective.

Specific aims of the Colloquium include the following:

- Deepen the reflection on the Constitution of 18 February 2006, its origins, contents, protection, originality and revision;
- Draw a balance-sheet of a decade of the application of the Constitution and the functioning of the political regime, the State, national institutions (the President of the Republic, the Government, the National Assembly, the Senate, and the judiciary), provincial institutions (Provincial assemblies and governments), the Economic and Social Council, institutions supporting democracy and political parties;
- Reflect on the Constitutional Court, its mandate, powers, statute, independence, first rulings and role in democratic consolidation ;
- Reflect on the protection and promotion of human rights and State's compliance with human rights instruments under the 2006 Constitution;
- Assess the democratisation process with the organisation of national, provincial, municipal and local elections, and the participation of around 500 political parties;
- Stress the challenges to the consolidation of a democratic rule of law and reflect on the prospects for constitutionalism in the DRC under the 2006 Constitution.

IV. VENUE, DATES, THEME AND SUB-THEMES OF THE COLLOQUIUM

The Colloquium will be held at the Grand Hôtel, Hôtel Beatrice, Sultani Hôtel, Hôtel Venus or the University of Kinshasa from 18 to 20 February 2016.

The theme of the Colloquium is « ***The Constitution of 18 February 2006: Achievements, Challenges and Prospects for Democratic Consolidation in the Democratic Republic of Congo***».

Papers to be presented during the Colloquium will deal with one or several of the following sub-themes:

- Significance of the Constitution, its sources, founding values and main features;
- Limitation, horizontal and vertical separation of powers;
- Protection of human and peoples' rights ;
- Duties of the citizens ;
- Political system, nature and form of the state ;
- Place, statute and powers of the President of the Republic;
- Government and Parliament under the Constitution;
- The Constitutional Court and independence of the judiciary ;
- Provincial Governments and Assemblies;
- Institutions supporting democracy;
- Elections Under the Constitution;
- Political parties and groupings, majority, opposition and democracy ;
- Constitutional amendment and entrenched provisions.

V. SUBMISSION, ACCEPTATION AND PRESENTATION OF PAPERS

Prospective presenters are invited to submit abstracts of their papers in French or in English by **15 December 2015**. The maximum length of an abstract is one page. Each abstract should indicate the name, surname, email address, and institutional affiliation of its author as well as the title, problem statement and aims of the paper. Abstracts should be emailed to Prof André Mbata Mangu (**Email: amangu@idgpa.org**).

An international scientific committee will be set up to select the abstracts of the papers to be delivered at the Colloquium. Selected presenters will be notified from **15 to 20 December 2015**. They will be required to submit an electronic version of their full papers by **20 January 2016**. The maximum length of these papers will be 25 pages and the oral presentation will not exceed 20 minutes. Originality will be the first criterion for the selection of papers.

The final programme of the Colloquium with the titles of the selected papers and the names of their authors will be sent to the participants at least a week before the Colloquium.

VI. PARTICIPANTS IN THE COLLOQUIUM

Around **500 people** will attend the Colloquium. Apart from the authors of the selected papers, the participants in Colloquium will include:

- Academics and researchers;
- Representatives of central political institutions of the Republic (Presidency of the Republic, Government, National Assembly, Senate, Constitutional Court et the judiciary, institutions supporting democracy) ;
- Leaders of political parties ;
- Representatives of international organisations or agencies (MONUSCO, African Union, European, PNUD, UNESCO, *Francophonie*, Associations, foundations) and foreign governments accredited in the DRC;
- Representatives of civil society organisations and the medias ; and
- Students.

VII. PROCEEDINGS OF THE COLLOQUIUM AND PUBLICATION OF PAPERS

The activities of the Colloquium will be conducted in plenary and parallel sessions (panels). The papers delivered at the Colloquium will be published in a book after their revision by their authors following comments by independent peer-reviewers.

CONTACTS :

-Prof André Mbata Mangu, IDGPA Executive Director, Ordinary Professor at the Faculty of Law of the University of Kinshasa, Professor of Universities
E-mail: amangu@idgpa.org